

# Pour Le 11 mai, toujours pas de précision du recteur, pour la CGT c'est toujours NON !

Aujourd'hui avait lieu un Comité Technique académique à Créteil, l'occasion rêvée d'avoir des informations précises suite aux annonces successives d'ouverture progressive des écoles et établissements le 11 mai. Les organisations syndicales ont été bien déçues ! Aucune information ou clarification quelconque, « il faut attendre le conseil des ministres du 30 avril », alors même que des annonces de « pistes » venaient d'être formulées par J.M Blanquer le matin même.

**Un vœu unitaire a été voté à cette occasion par la CGT, la FSU, FO et SUD :** *Pour les élu·es du CTA, il est hors de question d'envisager une réouverture des établissements le 11 mai alors que les conditions sanitaires ne sont pas réunies et que nous savons aujourd'hui, comme le confirme l'ordre des médecins, qu'elles ne le seront pas. Pour nos organisations, aucune réouverture des établissements n'est envisageable sans que soit organisé préalablement le dépistage systématique et généralisé des personnels et des élèves, les conditions d'application des gestes barrière, la distribution de masques, en respect de l'avis présenté au CHSCTM, d'autant plus dans notre académie, faisant partie des zones les plus touchées.*

**Il faut ainsi attendre les décisions qui seront prises par le conseil des ministres du 30 avril pour préparer concrètement la reprise du 11 mai, moins de deux semaines, donc !!!** Cela n'est pas sérieux et ne répond pas aux enjeux d'une pandémie. Alors même que nous pouvons faire un bilan négatif de l'accueil des enfants de soignant·es pendant le confinement et que les organisations syndicales posent des questions concrètes et formulent des demandes précises, il semble bien que notre ministère ne se donne pas les moyens de préparer les conditions d'une protection optimale des élèves et des personnels ! Le positionnement du rectorat qui s'interdit tout commentaire ou information, en attendant des éléments concrets, pourrait sembler plus raisonnable que la communication gouvernementale mais montre un refus d'initiative et de négociation avec les représentant·es des personnels. Ces deux niveaux de communication génèrent une incompréhension, voire une défiance de plus en plus importante et bien légitime, tant du point de vue des agent·es que des usagè·e·s. Certaines directions interprètent d'ailleurs ce flou comme un permis de préparer « en autonomie » la réouverture, et ont déjà planifié dans le détail la reprise, convoquant parfois les personnels avant même la date du 11 mai. La CGT est déjà intervenue pour signaler ces abus, n'hésitez pas à nous contacter !

**Bien plus grave, ce principe de précaution semble concerner la communication seulement ; ce n'est pas le cas de la préparation concrète d'une reprise avec des garanties matérielles de sécurité sanitaire !** Aucun moyen supplémentaire n'est annoncé pour accueillir nos élèves ! Comment imaginer que nous pouvons nous passer d'un plan exceptionnel pour le service public d'éducation alors même que certain·es font semblant de découvrir les situations de décrochage et de grandes difficultés sociales ! Quelles garanties matérielles sanitaires avons-nous sans moyens donnés ?

**Nous sommes donc cantonné·es aux éléments donnés ce matin par notre ministre : réouverture progressive par niveaux, en commençant par les plus jeunes. Au-delà des limites évidentes de ce choix concernant l'application des gestes barrières, on constate surtout que l'urgence sociale motivant l'annonce présidentielle a été bien vite oubliée. Ce sont donc bien des niveaux d'âge complets qui seront pris en charge, libérant de fait leurs familles qui pourront retourner travailler. L'argument hypocrite de l'urgence sociale n'aura pas tenu bien longtemps !**